

DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

Numéro 29

Octobre 2008

Editorial

DIAL connaît actuellement une période de profonde transformation, qui s'inscrit dans le cadre de la reconfiguration en cours du panorama de la recherche en France et plus particulièrement à l'Institut de Recherche pour le Développement d'où sont issus la plupart des chercheurs. Pour répondre à la demande de l'IRD, DIAL va ainsi se transformer en unité mixte de recherche (UMR) et le GIE DIAL va être dissous lorsqu'il viendra à son terme mi-2009.

Cette transformation est riche de promesses, à travers le partenariat en construction avec l'université Paris-Dauphine en vue de la constitution d'un pôle spécialisé en économie internationale et du développement. Les synergies sont en effet importantes avec les enseignants-chercheurs de cette université, que ce soit sur les problématiques du marché du travail, de la gouvernance, des inégalités, du commerce international, etc.

Il a été considéré comme primordial que l'établissement de nouveaux partenariats ne se fasse pas au détriment des partenariats historiques noués avec l'Agence Française de Développement et avec l'INSEE. Un enjeu important concerne en particulier la poursuite des activités d'appui statistique menées par DIAL depuis sa création en 1990. Elles constituent une composante essentielle de la méthodologie originale appliquée par DIAL articulant la production de données aux analyses dans l'activité de recherche.

Les transformations institutionnelles s'accompagnent d'une évolution sensible de la composition de l'équipe en 2008, qui a déjà vu la perte d'un agent de l'INSEE depuis le départ de J. Fayolle en 2007, non remplacé à ce jour ; départ des deux démographes IRD affectés à DIAL depuis 2000 (P. Antoine et P. Bocquier) se traduisant par une réduction de la diversité thématique du programme de recherche ; départ de D. Cogneau, économiste IRD qui poursuit sa carrière à l'École d'Économie de Paris tout en étant chercheur associé à DIAL ; recrutement par l'université Paris Dauphine d'E. Lavallée, chargée de recherche à DIAL ; arrivée de X. Oudin et de A. Mounier, économistes IRD.

L'étude présentée dans ce numéro a été réalisée dans le cadre du programme de DIAL au Vietnam. Elle porte sur l'impact distributif de l'adhésion du Vietnam à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), intervenue début 2007. Les premières simulations effectuées à l'aide du modèle de micro-simulation développé par les chercheurs de DIAL indiquent que l'adhésion à l'OMC aura principalement quatre types d'effets distributifs : gains d'emplois, en particulier dans le secteur de l'industrie qui est le grand gagnant de l'OMC ; croissance des salaires réels ; réduction des inégalités de genre ; progression des inégalités régionales et entre zones rurales et urbaines. Dans chacun de ces domaines, le sens des évolutions indiquées par le modèle poursuit les tendances antérieures.

L'étude ici présentée montre l'importance de prendre des mesures appropriées pour accompagner l'entrée à l'OMC, particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la formation, des migrations et des politiques régionales et de protection sociale. Parmi les pistes à suivre pour améliorer notre connaissance de ces phénomènes, l'étude suggère la mise au point d'un dispositif de suivi et l'étude de l'emploi et du mode de fonctionnement du marché du travail au Vietnam.



DIALOGUE
est une publication
semestrielle de DIAL
éditée à 1.500 exemplaires
en français et en anglais.

Formule d'abonnement
gratuit disponible sur notre site
www.dial.prd.fr

Directeur de publication :
Javier Herrera
Mise en page :
Coryne Ajavon
Conception graphique :
www.iAntal.com
Impression :
Ateliers J. Hiver
N°ISSN : 1254-7182

GIE DIAL fondé par
l'Agence Française de
Développement et l'Institut
de Recherche pour le
Développement.
UR DIAL de l'Institut de
Recherche pour le
Développement.

CONDITIONS D'ACCES ET IMPACT DISTRIBUTIF DE L'ADHESION DU VIETNAM A L'OMC*

Le Vietnam a adhéré à l'Organisation Mondiale du Commerce en janvier 2007. Cette adhésion intervient 20 ans après le lancement du Doi Moi, qui a marqué la conversion du pays à une « économie de marché à orientation socialiste » et le démarrage d'un processus d'intégration à l'économie mondiale (Chaponnière, Cling et Bin, 2007). Le modèle de croissance suivi par le Vietnam au cours des deux dernières décennies s'est traduit par de profondes transformations économiques et sociales. Deux éléments majeurs le caractérisent :

- une croissance économique très rapide (près de 8 % par an en moyenne au cours des deux dernières décennies) accompagnée d'une ouverture encore plus rapide de l'économie (près de +20 % par an pour les exportations en moyenne au cours de la même période et un rythme équivalent pour les importations) ;
- un processus de réduction extrêmement rapide de la pauvreté monétaire (affectant 58 % de la population totale en 1993 et seulement 19,5 % en 2004) parallèlement à une augmentation des inégalités ; ici encore, comme en Chine, la question du partage des fruits de la croissance et de l'ouverture est cruciale pour la cohésion sociale et la stabilité politique du pays.

Dans ce contexte, la question de l'impact de l'OMC sur la croissance économique, sur les inégalités et la pauvreté revêt une importance majeure et fait l'objet de ce projet de recherche.

Le contexte et la dynamique récente de l'économie

Parallèlement aux deux faits marquants mis en avant précédemment, l'analyse des principales tendances en cours révèle des restructurations et des évolutions qui méritent d'être soulignées.

* L'étude dont est issue cet article a été réalisée pour le compte de l'ADETEF et préparée pour le 7^{ème} Forum Franco-Vietnamien qui s'est tenu à Danang les 26 et 27 février 2008 (Cling *et alii*, 2008). Les auteurs remercient Pham Lan Huong (CIEM, Hanoï) pour avoir fourni la version de base du module EGC utilisé dans ce projet. Ils remercient également Houssein Boumellassa et Hugo Valin (CEPII, Paris) pour les avoir autorisés à utiliser les résultats de leurs simulations dans le cadre de cette étude, ainsi que Philippe Nasse pour ses commentaires pertinents et perspicaces.

Concernant la production et l'emploi :

- la structure du PIB a radicalement changé depuis 1990 : tandis que la part de l'agriculture a été divisée par deux, la part de l'industrie a quasiment doublé (de 23 à 42 % en 2006), et celle des services est restée stable (38 %). L'évolution de la structure de l'emploi a été plus lente car l'agriculture emploie encore 55 % de la population en 2006. Mais l'industrie (19 %) et les services (26 %) ont tous deux accru leur part dans l'emploi total. Environ 5,7 millions d'emplois ont été créés entre 2000 et 2006, dont 3,3 millions dans l'industrie (+7 % par an) et 2,4 millions dans les services (+4 % par an) ;
- l'impressionnante croissance économique du Vietnam s'est aussi traduite par une forte montée du taux de salarisation (de 15 % en 1993 à 32 % en 2004) qui a affecté toutes les catégories de population. Parallèlement, on observe sur la même période un accroissement de la rémunération annuelle moyenne des salariés (avec un taux de croissance annuel moyen de 4,6 %). Les salaires réels ont crû aussi bien en milieu rural qu'en zone urbaine ;
- en dépit d'un taux de chômage extrêmement faible, le marché du travail est très loin du plein-emploi : au niveau national, le taux de sous-emploi en 2004 est de 25 % pour la main-d'œuvre non qualifiée (qui représente près de 80 % de l'emploi total) ; toutefois le taux est de moins de 16 % chez les plus qualifiés. Par conséquent, les pressions à la hausse des salaires s'exerceront relativement plus fortement pour les emplois qualifiés.

Concernant les investissements :

- bien que la libéralisation financière ait été progressive et relativement modeste, le Vietnam a reçu des flux importants d'investissements directs étrangers (IDE). Ces investissements se dirigent pour moitié vers l'industrie manufacturière (flux cumulés) où les entreprises à participation étrangère sont à l'origine de près de 40 % de la production ;

- ces IDE contribuent à la hausse des inégalités dans la mesure où ils sont très concentrés géographiquement. Les deux principales régions économiques du pays (Ho-Chi-Minh Ville et ses environs, ainsi que la ville de Hanoï et sa région, qui réunissent déjà la plupart de la production industrielle et la majorité de l'emploi non-agricole) attirent environ 85 % des IDE, alors que seulement 38 % de la population y vit. Cette concentration est source de profonds déséquilibres et tend à accroître les migrations internes. D'ailleurs, on assiste à une transition urbaine rapide. Au cours de la période 1995-2006, la population urbaine a crû de près de 4 % par an, alors que la population rurale a quasiment stagné.

Modèle et scénarios

Du point de vue méthodologique, le projet s'est appuyé sur le développement d'un modèle micro-macro de l'économie vietnamienne. Ce modèle repose sur l'articulation d'un modèle d'équilibre général calculable (EGC) et d'un modèle de micro-comptabilité utilisés de manière séquentielle. Le code du modèle utilisé provient du CIEM et correspond au modèle standard de l'IFPRI (Löfgren et alii, 2001). Il s'agit d'un modèle multisectoriel statique auquel plusieurs améliorations ont été apportées. Elles portent notamment sur la modélisation de la demande d'export et sur l'introduction de rigidités salariales. La Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) utilisée a été élaborée à partir de la MCS construite pour l'année 2000 par le CIEM (Jensen *et alii*, 2004) et des données provenant de l'enquête VHLSS 2004. Du côté micro, il a été convenu de construire un modèle de micro-simulation de type micro-comptable (sans comportements) à partir des données de l'enquête VHLSS 2004.

Dans le cadre du modèle retenu pour l'étude, nous analysons trois types de chocs économiques que nous considérons comme les principaux chocs consécutifs à l'adhésion à l'OMC :

1. une baisse des tarifs à l'importation ; celle-ci correspond aux engagements pris par le Vietnam en matière de réduction de la protection douanière (tarifaire et non tarifaire) ;

2. une augmentation de la demande d'export de biens adressée au Vietnam ; ceci correspond au symétrique des engagements de libéralisation commerciale du Vietnam de la part des membres de l'OMC (en particulier suppression des quotas textiles imposés par les Etats-Unis) ;

3. une augmentation de l'investissement direct étranger (IDE) ; cette hausse est liée à l'amélioration de l'attractivité du Vietnam pour les multinationales étrangères suite à l'entrée dans l'OMC. Soulignons que la libéralisation tarifaire liée à l'OMC est globalement relativement limitée. L'essentiel des engagements portent sur d'autres domaines : concurrence ; services ; subventions ; ouverture aux IDE, etc. Par ailleurs, le Vietnam a amélioré son accès aux grands marchés internationaux, en particulier dans le secteur du textile-habillement où les quotas imposés à ses exportations ont été supprimés.

La simulation de référence est calibrée sur les chocs exogènes (tarifaires et demande d'export) modélisés par le CEPPII, qui correspondent aux deux premiers types de chocs ci-dessus. A ces chocs concomitants, nous ajoutons ensuite un choc d'augmentation de l'investissement direct étranger industriel.

Concernant le bouclage macroéconomique, les règles retenues dans l'ensemble des scénarios considérés sont les suivantes :

- l'équilibre épargne-investissement est réalisé par l'ajustement de l'investissement ;
- l'équilibre budgétaire est réalisé par l'ajustement de l'épargne du gouvernement ;
- l'équilibre de la balance courante est réalisé par l'ajustement du taux de change réel.

Chaque simulation est enfin considérée sous deux hypothèses alternatives de bouclage du marché du travail : plein emploi (ajustement par les salaires) ; sous-emploi avec rigidités salariales (ajustement par les salaires et par l'offre de travail), qui reflète mieux le mode de fonctionnement du marché du travail au Vietnam. Seuls les résultats des simulations réalisées sous l'hypothèse de sous-emploi sont présentés dans cette note. Les simulations sont effectuées à un horizon de 5 ans.

De fortes réallocations sectorielles de l'emploi

Au niveau sectoriel, les résultats du modèle indiquent que l'impact conjugué de la baisse tarifaire et de l'augmentation de la demande d'export conduit à une réallocation des facteurs vers le secteur textile. C'est en effet ce secteur qui connaît la plus forte augmentation de demande d'export : l'entrée à l'OMC induit une augmentation de près de 40 % de la demande de produits textiles vietnamiens¹. Ce choc de demande induit une forte augmentation de la valeur ajoutée de ce secteur qui croît de 10 % à plus de 25 % selon les scénarios. Ce choc de demande sectorielle induit une réallocation du travail vers le secteur textile, aux dépens de la plupart des autres secteurs qui voient par conséquent leur valeur ajoutée se contracter.

Dans les secteurs les plus échangeables, à l'exception du secteur textile dont la demande d'export augmente fortement, l'impact des baisses tarifaires et des chocs de demande d'export est globalement négatif. Ce résultat s'explique par l'appréciation du Dong qui a pour effet d'accroître le niveau des prix des produits non-échangeables par rapport aux prix des produits échangeables. Inversement, les activités non échangeables, notamment le commerce et la construction, bénéficient relativement de l'appréciation de la monnaie vietnamienne.

Dans les scénarios incluant le choc d'IDE, l'augmentation du stock de capital dans les secteurs manufacturiers compense dans la plupart des secteurs l'impact négatif de l'appréciation. Cette augmentation tire en effet toute la production manufacturière avec des effets positifs sur la production des autres secteurs, en particulier ceux qui fournissent le plus de consommations intermédiaires aux secteurs de production manufacturière.

Ces réallocations sectorielles s'accompagnent de variations de la rémunération des facteurs, notamment du taux de salaire des différents types de travail. Les chocs simulés exercent en effet une forte pression à la hausse sur les salaires. Les pressions sur les marchés du

travail induites par les chocs simulés s'exercent néanmoins plus ou moins fortement selon le type de travail. Ainsi, ce sont les taux de salaire du travail féminin urbain semi-qualifié et non qualifié, facteurs les plus demandés par le secteur textile-habillement, qui connaissent les augmentations les plus importantes. L'adhésion à l'OMC contribue donc à réduire les écarts salariaux entre genres.

Un impact très différencié sur les revenus urbains/ruraux et par régions

Tous les types de revenus augmentent à l'exception des revenus hors activité qui dépendent en partie de transferts extérieurs fixes en devises et dont la valeur en monnaie vietnamienne diminue du fait de l'appréciation du Dong. Les augmentations sont les plus fortes pour les revenus urbains des activités salariales et indépendantes : dans le dernier scénario, ces augmentations s'élèvent à 17,7 % pour les revenus salariaux et à 12,5 % pour les revenus des activités indépendantes.

L'augmentation des revenus d'activité se traduit au niveau agrégé par de fortes hausses des revenus par tête, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, avec néanmoins un avantage significatif pour ce dernier : selon les scénarios, les augmentations du revenu par tête sont 2 à 5 fois plus élevées en milieu urbain qu'en milieu rural. Cet écart traduit avant tout des effets sectoriels : le secteur industriel, installé surtout en zone urbaine est le grand gagnant de l'OMC (avec les services dans une certaine mesure), tandis que l'impact sur l'agriculture, principale activité en zone rurale, est globalement moins favorable.

Cette hausse des revenus par tête induit enfin de fortes baisses de l'incidence de la pauvreté, que les données de l'enquête VHLSS sur lesquelles est construit le modèle de microsimulation permettent d'analyser au niveau régional (Tableau 1)².

¹ Le modèle ne distingue pas différentes régions étrangères : les flux de commerce extérieur n'impliquent qu'une seule région appelée « Reste du Monde ».

² Rappelons néanmoins que le modèle macro (EGC) ne représente que le fonctionnement des marchés au niveau national. En d'autres termes, le modèle est construit sur la base d'une hypothèse d'intégration parfaite des marchés des biens et des facteurs et les variations de prix et de quantités générées ne sont pas différenciées par région. Celles-ci sont en revanche différenciées par leurs dotations en facteurs de production et donc par la structure des revenus des ménages résidents.

Tableau 1. Résultats microéconomiques – Taux de pauvreté

	Base	% Variation	
		Baisse tarifaire + Augmentation demande exports	Baisse tarifaire + Augmentation demande exports + IDE
		Sous emploi	Sous emploi
Delta du Fleuve Rouge	14.7	-2.5	-10.7
Nord-Est	28.4	-0.3	-8.8
Nord-Ouest	48.9	0.1	-5.1
Côte du Centre-Nord	34.8	-2.0	-9.8
Côte du Centre-Sud	19.6	-3.4	-10.5
Hauts-Plateaux du Centre	27.3	0.6	-11.2
Sud-Est	5.1	-0.8	-17.7
Delta du Mékong	15.0	-3.5	-21.4
Moyenne nationale	19.5	-1.7	-11.8
Moyenne urbaine	4.7	-7.5	-33.8
Moyenne rurale	24.6	-1.3	-10.3

Source : Résultats du modèle.

Note : Les valeurs de l'année de base sont présentées dans la première colonne. Dans les colonnes suivantes, sauf indication contraire, les résultats des simulations sont présentés en pourcentage de variation.

Les baisses apparaissent tout d'abord systématiquement les plus fortes en milieu urbain. Ce résultat s'explique d'une part par la plus forte hausse des taux de salaires du travail en milieu urbain (voir supra), d'autre part par le fait que les taux de pauvreté sont plus faibles en milieu urbain et qu'une augmentation d'un pourcent du revenu moyen par tête se traduit par une baisse plus forte de la pauvreté.

Au niveau régional, les résultats sont également contrastés : les régions disposant le plus des facteurs demandés par le secteur textile connaissent les plus fortes baisses de pauvreté : celles-ci sont particulièrement élevées dans les régions du Sud-Est (incluant Ho Chi Minh ville), et du Delta du Mékong.

Du point de vue des inégalités (Tableau 2), l'impact est négatif – c'est-à-dire que les inégalités augmentent – quel que soit le scénario. La hausse des inégalités est toutefois limitée compte tenu de l'hypothèse de sous-emploi du travail et de la règle d'allocation du travail qui est progressive (elle donne du travail aux ménages qui n'en ont pas et qui sont susceptibles d'être les plus pauvres).

L'évolution des inégalités au niveau national est le résultat de l'évolution des inégalités intra-urbaines et rurales et de celle entre les deux milieux. Sachant que les inégalités intra-urbaines et rurales augmentent peu, voire diminuent, l'augmentation des inégalités au niveau national résulte principalement de l'augmentation des inégalités entre les deux milieux, liée à une plus forte augmentation des revenus urbains. Cette augmentation résulte d'une mécanique assez simple : la rémunération du travail augmente plus fortement en milieu urbain qu'en milieu rural. Cela est vrai pour tous les types de travail. Cet impact différencié résulte quant à lui d'un effet de structure : le travail urbain est principalement employé par des secteurs dont la valeur ajoutée augmente le plus à la suite de l'adhésion.

Tableau 2 : Résultats microéconomiques – Coefficient de Theil³

	Base	%	% Variation	
			Baisse tarifaire + Augmentation demande exports	Baisse tarifaire + Augmentation demande exports + IDE
			Sous emploi	Sous emploi
National	0.311		0.2	0.1
Inter Urbain-Rural	0.066	21.2	3.0	3.9
Intra Urbain-Rural	0.245	78.8	-0.5	-0.9
Inter Régions	0.048	15.4	1.1	-1.1
Intra Régions	0.263	84.6	0.1	0.4
Inter Qualifiés-Non qualifiés	0.040	12.9	1.8	1.5
Intra Qualifiés-Non qualifiés	0.271	87.1	0.0	-0.1

Source : Résultats du modèle.

Note : Les valeurs de l'année de base sont présentées dans la première colonne. Dans les colonnes suivantes, sauf indication contraire, les résultats des simulations sont présentés en pourcentage de variation.

La divergence des niveaux de vie entre milieu rural et urbain n'est pas un fait nouveau au Vietnam. Glewwe *et alii*, (2000) ont montré que l'augmentation des inégalités observée dans les années 1990 dans un contexte de croissance rapide est principalement liée à cette divergence et ce résultat a été confirmé par l'étude de la VASS (2006) sur la période

³ Les coefficients de Theil sont calculés sur la base du revenu par tête et sont donc supérieurs aux coefficients couramment rapportés dans la littérature sur la distribution du bien-être au Vietnam. Ces derniers sont en effet obtenus sur la base de la consommation par tête et sont inférieurs du fait des phénomènes de lissage de la consommation.

1993-2004. Dans le cas de l'adhésion à l'OMC, cette augmentation pourrait néanmoins demeurer modeste, grâce à l'aspect progressif de l'augmentation des rémunérations du travail : l'augmentation de la rémunération du travail non qualifié est en effet plus forte que celle du travail qualifié.

Conclusion

Les premières simulations effectuées à l'aide de notre modèle indiquent que l'adhésion à l'OMC va avoir principalement quatre types d'effets distributifs : gains d'emplois, en particulier dans l'industrie qui est le grand gagnant de l'OMC ; croissance des salaires réels ; réduction des inégalités de genre ; progression des inégalités régionales et entre zones rurales et urbaines. Dans chacun de ces domaines, le sens des évolutions indiquées par le modèle poursuit les tendances antérieures. Ces résultats montrent l'importance de prendre des mesures pour accompagner l'entrée à l'OMC et saisir les opportunités offertes.

Quatre questions semblent de première importance à cet égard :

- l'éducation et la formation constituent un facteur déterminant pour assurer un ajustement du marché du travail, sachant que les trois quarts de la population sont considérés comme non-qualifiés. A court terme, les migrants des zones rurales doivent avoir les qualifications adéquates pour obtenir un emploi en ville. A long terme, la formation de personnels qualifiés est indispensable pour éviter que le Vietnam soit enfermé dans une « trappe » d'exportations de biens intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée.
- la manière dont vont s'opérer les migrations internes aura un impact décisif sur l'ajustement des salaires ; la croissance des migrations semble en effet incontournable pour assurer de manière harmonieuse la réallocation intersectorielle de l'emploi. L'assouplissement de la procédure d'enregistrement des migrants (*ho khai*) devrait être envisagée ;
- des politiques régionales sont nécessaires pour limiter le creusement des inégalités inter-régionales et entre zones urbaines et rurales ; l'extrême concentration des IDE

sur les deux bassins d'emplois déjà les plus riches (Ho Chi Minh et Hanoi), que notre modèle ne permet pas de prendre en compte directement, devrait renforcer cette tendance ; une redistribution partielle des gains procurés par l'OMC pourrait être organisée par l'Etat en direction des régions les plus pauvres qui ne vont pas bénéficier (ou vont même perdre) suite à l'adhésion ; ces politiques régionales devraient également se préoccuper de la formation de la main d'œuvre ;

- Enfin, les politiques d'aide à la main-d'œuvre perdant son emploi vont devoir être poursuivies, voire élargies, dans la mesure où les réallocations intersectorielles vont être accélérées par l'OMC et où, l'accroissement de la concurrence va réduire l'emploi dans les entreprises non performantes.

J.-P. Cling, M.-A. Marouani, M. Razafindrakoto, A.-S. Robilliard, et F. Roubaud

Références bibliographiques

- Chaponnière J.-R., Cling J.-P. et Bin Z., (2007),** « Vietnam Following in China's Footsteps: The Third Wave of Emerging Asian Economies », WIDER Conference on Southern Engines of Global Growth: China, India, Brazil and South Africa, Helsinki, 7-8 September.
- Cling J.-P., Marouani M.A., Razafindrakoto M., Robilliard A.-S., Roubaud F., (2008),** « Impact distributif de l'adhésion du Vietnam à l'OMC », communication présentée au 7^{ème} Forum franco-vietnamien 2008, Da Nang, 26-27 février 2008. (à paraître dans la revue *Economie Internationale*).
- Jensen H. T., Rand J. et Tarp F. (2004),** « A New Vietnam Social Accounting Matrix for the Year 2000 », mimeo Central Institute for Economic Management, Hanoi.
- Glewwe, P., Gragnolati M. et Zaman H. (2000),** « Who Gained from Vietnam's Boom in the 1990s? An Analysis of Poverty and Inequality Trends » Policy Research Working Paper 2275. World Bank, Policy Research Department, Washington, D.C.
- Löfgren H., Harris R. L. et Robinson S. (2001),** « A standard computable general equilibrium (CGE) model in GAMS », TMD discussion papers 75, Washington D.C., International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- VASS - Vietnamese Academy for Social Science (2006),** *Vietnam Poverty Update Report 2006: Poverty and Poverty Reduction in Vietnam 1993-2004*, Miméo, Hanoi, Décembre.

PROGRAMME SUR « L'ETUDE DES ENJEUX ET DES CONTRAINTES DE LA TRANSITION ECONOMIQUE AU VIETNAM » (2007-2010)

Le Vietnam enregistre un rythme de croissance parmi les plus rapides du monde depuis le lancement du « Renouveau » (*Doi Moi*) en 1986. Le niveau de vie de la population a progressé considérablement et la pauvreté a beaucoup diminué. Toutefois, les conditions de vie demeurent difficiles pour bon nombre de Vietnamiens et les inégalités se sont creusées. Trois questions majeures – qui sont au cœur des préoccupations au Vietnam – constituent la base du projet lancé au dernier trimestre 2006 : l'impact de la trajectoire récente de l'économie sur les niveaux de vie et les inégalités ; les liens entre l'évolution économique interne et l'insertion internationale du pays ; les relations entre la transition économique et le mode de régulation sociale et politique.

Trois chercheurs IRD de l'UR DIAL sont affectés au Vietnam auprès de l'Institut des Sciences Statistiques - Office Général des Statistiques du Vietnam (OGS) pour mettre en œuvre ce projet. Ils travaillent en partenariat avec une équipe de jeunes chercheurs vietnamiens et en relation étroite avec les collègues de l'équipe DIAL basée à Paris. Conformément à la méthode habituellement suivie par les chercheurs de DIAL, le projet comprend trois composantes étroitement articulées entre elles : la production de données statistiques de première main alimentant la recherche économique ; l'analyse approfondie des enquêtes micro-économiques ; le suivi et évaluation des politiques publiques. Ces recherches servent de support à des activités d'enseignement qui s'inscrivent dans le paysage universitaire local et international.

Objectifs de recherche

Objectif 1. Analyse des caractéristiques et du rôle du secteur informel et de l'emploi

Les revenus du travail constituent une part prépondérante du budget des ménages et ont donc une influence déterminante sur la pauvreté au Vietnam. Le marché du travail y est également la principale source d'inégalité, sachant que les plus pauvres tirent la grande majorité de leur revenu (hors agriculture) du secteur informel. La connaissance dans ce domaine est toutefois très limitée, qu'il s'agisse de la structure de l'emploi et du

fonctionnement du marché du travail, du poids économique du secteur informel et de l'impact de ce secteur sur les conditions de vie des ménages, ou du rôle des politiques publiques, toutes questions que nous nous proposons d'étudier dans le cadre de notre recherche.

Partant du constat que les données sont lacunaires pour mesurer de façon fiable et saisir les spécificités du secteur informel au Vietnam, un dispositif *ad hoc* d'enquêtes sur ce thème a été mis en place, en partant du système existant d'enquêtes officielles auprès des ménages. Le schéma des enquêtes 1-2-3 développées par DIAL a été adapté au contexte du pays. L'enquête-emploi, qui existait déjà mais que nous avons contribué à entièrement rénover, constitue la phase 1 (portant sur les ménages) du dispositif. Cette enquête, réalisée en août 2007, porte sur un échantillon de 170 000 ménages représentatifs au niveau national et provincial. Dans la foulée, deux enquêtes sur les entreprises individuelles et le secteur informel ont été mises en place pour constituer la phase 2 (sur les unités de production ou entreprises) du dispositif. Elles couvrent la province de Hanoï et de Ho Chi Minh Ville, avec un cofinancement de la Banque mondiale.

L'analyse en cours de ces enquêtes débouche sur trois principales conclusions : le secteur informel représente une composante massive de l'économie vietnamienne (50 % des emplois non agricoles) ; les premières estimations conduisent à une valeur ajoutée du secteur informel équivalente à environ 20 % du PIB (une partie est sans doute déjà incluse dans les chiffres officiels, mais le recoupement des sources montre que le PIB du Vietnam est probablement sous-estimé) ; enfin, ce secteur est relativement déconnecté du reste de l'économie et délaissé des politiques publiques.

Objectif 2. Suivi et évaluation de l'impact des politiques, afin d'identifier les moteurs de la croissance et leurs caractéristiques distributives.

Le modèle de croissance suivi par le Vietnam au cours des dernières décennies s'est traduit par de profondes transformations économiques et sociales. Dans ce contexte, la question de

l'impact distributif de l'adhésion à l'OMC (janvier 2007) se pose avec acuité ; en particulier, la progression des inégalités sociales (quoique moins prononcée qu'en Chine) va-t-elle s'accélérer consécutivement ? L'évaluation de l'impact de cette adhésion à l'aide d'un modèle de l'économie vietnamienne (modèle micro-macro couplant un modèle EGC et micro-simulations) indique que celle-ci aura principalement quatre types d'effets redistributifs : gains d'emplois (en particulier industriels) ; croissance des salaires réels ; réduction des inégalités de genre ; progression des inégalités entre zones rurales/urbaines. Nos résultats montrent l'importance de prendre des mesures spécifiques pour accompagner l'entrée à l'OMC et saisir les opportunités offertes, en particulier dans le domaine de la formation, des migrations internes, des politiques régionales et de l'aide aux salariés touchés par les restructurations.

Par ailleurs, dans le cadre des activités menées en partenariat avec l'OGS, à la demande du CEMA (*Committee for Ethnic Minority Affairs*) et sous la coordination du PNUD, les chercheurs de DIAL participent au projet d'évaluation *ex post* du Programme de lutte contre la pauvreté (P135) mis en œuvre dans les zones où habitent les minorités ethniques au Vietnam. Nous avons contribué à la mise en place du dispositif d'enquêtes *ad hoc* pour l'évaluation de l'impact du programme (questionnaire, définition du plan de sondage, notamment identification du groupe témoin). L'enquête de référence a été réalisée sur un échantillon de 6 000 ménages (4 000 « traités » / 2 000 « non traités ») fin 2007 par l'OGS. La phase d'analyse de cette enquête est en cours.

Objectif 3. Etude du rôle et de la performance des institutions dans le processus de transition.

Il s'agit d'explorer les liens entre la *gouvernance*, le système de valeurs de la société, la dynamique économique et les conditions de vie de la population.

Forts de notre expérience passée dans d'autres PED africains et latino-américains en la matière, nous avons contribué à faire intégrer dans l'enquête officielle auprès des ménages (VHLSS 2008) un module « *gouvernance et participation* », qui constitue une première du

genre dans le pays. Nous avons appuyé la mise en place de ce module : en amont, en organisant des séminaires de sensibilisation aux concepts, à l'intérêt de la thématique et à la faisabilité de l'approche ; puis en contribuant à la conception du module (plan de sondage, questionnaire) et à la formation des cadres et responsable de l'enquête. L'exploitation des résultats sera engagée d'ici fin 2008.

Enseignement et formation

Les chercheurs du programme participent à des activités d'enseignement universitaire et de formation à la recherche au Vietnam : ateliers de formation pour les partenaires vietnamiens (ISS, OGS) ; module « *Global Economic Issues* » du master conjoint Paris XII-UNV (Université Nationale du Vietnam) « *Expertise économique et projets internationaux* », dans le cadre des Pôles Universitaires Français (www.puf.edu.vn), une expérience originale de « délocalisation » de formations supérieures impliquant une dizaine d'universités françaises ; participation à des universités d'été, notamment à celles organisées par le FSP-Sciences sociales (2007 et 2008) ; et tout récemment création de « doctoriales en sciences sociales » associant l'IRD, l'UNV, l'Académie vietnamienne des sciences sociales (VASS) et les services de l'Ambassade de France.

Dernières publications

Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F., Dô Trong Khanh et Lê Van Dụy (eds) (2008), « Measuring the Informal Sector in Vietnam : International Experience and Challenges », numéro spécial de *Statistical Scientific Information review*, Institute of Statistical Sciences, N°2, publié en anglais et en vietnamien.

Cling J.-P., Marouani M.A., Razafindrakoto M., Robilliard A.-S., Roubaud F., (2008), « The distributive impact of Vietnam's accession to the WTO », *Economie internationale/International economics*, numéro spécial Vietnam (à paraître début 2009).

Contacts :

Mireille Razafindrakoto
Responsable du programme
razafindrakoto@dial.prd.fr

Jean-Pierre Cling
cling@dial.prd.fr

François Roubaud
roubaud@dial.prd.fr

COMMUNICATIONS en 2008

7^{ème} Forum Franco-Vietnamien, Danang, Vietnam, communication de Jean-Pierre Cling, Mohamed Ali Marouani, Mireille Razafindrakoto, Anne-Sophie Robilliard et François Roubaud « *The Vietnam's terms of accession and distributional impact of WTO membership* ». (Danang, Vietnam, 25-28 février).

AFRISTAT, Séminaire international sur le secteur informel en Afrique. Communication de Philippe Bocquier, Christophe J. Nordman et Aude Vescovo « *Vulnérabilité et revenus en Afrique de l'Ouest* », (Bamako, Mali 22-24 octobre).

Université Montesquieu – Bordeaux IV, LARE-efi Journée thématique « Envois de fonds, inégalité et pauvreté dans les pays en développement » et **GDR** « Economie du développement et de la transition », communication de Lisa Chauvet, Flore Gubert et Sandrine Mesplé-Somps « *Are Remittances More Effective Than Aid To Improve Child Health? An Empirical Assessment using Inter and Intra-Country Data* », (Bordeaux, 16 octobre, ainsi qu'à l'AFSE, Paris 18-19 septembre)

Alliance Sud, Symposium sur l'aide au développement, communication de Lisa Chauvet « Discussion du livre de Peter Niggli », (Berne, Suisse, mai).

AIDELF 15^{ème} Colloque « Démographie et cultures », Communication de Philippe Antoine « *La société dakaroise et le mariage civil, un compromis entre droit de la famille et religion* », (Québec, Canada, 25-29 août).

Club du CEPPII, Communication de Jean-Pierre Cling, Mohamed Ali Marouani, Mireille Razafindrakoto, Anne-Sophie Robilliard et François Roubaud « *The Vietnam's terms of accession and distributional impact of WTO membership* », (Paris, 22 mai).

CSAE « Economic Development in Africa », (Oxford, Royaume-Uni, 16-18 mars). Communications de :

- Lisa Chauvet et Paul Collier « *Elections and Reform in Failing States* »,
- Philippe De Vreyer, Flore Gubert et Anne-Sophie Robilliard « *Return Migrants in Western Africa: Characteristics and Labour Market Performance* »,

- Ralitza Dimova, Christophe J. Nordman, et François Roubaud « *Allocation of Labour in Urban West Africa: Implication for Development Policies* »,

- Javier Herrera et Sébastien Merceron « *Overeducation and Undereducation in Sub-Saharan Africa* »,

- Sandrine Mesplé-Somps « *Optimal Fiscal Policies according to Equality of Opportunity. A case study applied to Ivory Coast* », (également à l'AFSE Paris, 18-19 septembre et à l'Université de Navarra, Pamplune, 7 février).

- Christophe J. Nordman, Anne-Sophie Robilliard et François Roubaud « *Decomposing Gender and Ethnic Earnings Gaps in Seven West African Cities* ».

IZA/World Bank, 3^{ème} Conférence Internationale « Employment and Development », (Rabat, Maroc, 5-6 mai), communications de :

- Javier Herrera et Sébastien Merceron « *Overeducation and Undereducation in Sub-Saharan Africa* »,

- Christophe J. Nordman et François-Charles Wolff « *On-the-Job Learning and Earnings in Benin, Morocco and Senegal* ».

Economic Policy Conference, communication de Lisa Chauvet et Paul Collier « *Elections and Economic Policy in Developing Countries* », (Paris, 24-25 Octobre).

Institut du Monde Arabe, « Les Jeudis de l'IMA », Communication de Flore Gubert et Christophe J. Nordman « *Qui sont les migrants qui tirent profit de l'expérience migratoire ?* », (Paris, 25 septembre).

PEGnet, « Assessing Development Impact - Learning from Experience », Communication de Sandrine Mesplé-Somps « *The Sikasso Paradox: Does Cotton Reduce Poverty ?* » (Accra, Ghana, 11-12 septembre).

IRG - Institut de Recherche et débat sur la Gouvernance, séminaire « Evaluación de las instituciones públicas en América latina » Communication de Javier Herrera « *El acceso, la calidad y confianza en las instituciones públicas según los hogares peruanos* » (Bogota, Colombie, 12-13 novembre).

Documents de travail diffusés en 2008

Les documents sont disponibles sur le site <http://www.dial.prd.fr>

- DT 2008-01 **The Impact of European Settlement within French West Africa. Did pre-colonial prosperous areas fall behind?**
Elise Huillery
- DT 2008-02 **Islands through the glass ceiling? Evidence of gender wage gaps in Madagascar and Mauritius**
Christophe Jalil Nordman, François-Charles Wolff
- DT 2008-03 **Vietnam's terms of accession and distributional impact of WTO membership**
Jean-Pierre Cling, Mohamed Ali Marouani, Mireille Razafindrakoto, Anne-Sophie Robilliard François Roubaud
- DT 2008-04 **Inequality of Opportunity for Income in Five Countries of Africa**
Denis Cogneau, Sandrine Mesplé-Somps
- DT 2008-05 **Family income and child outcomes: the 1990 cocoa price shock in Cote d'Ivoire**
Denis Cogneau, Rémi Jedwab
- DT 2008-06 **Multiplés dimensions de la pauvreté, gouvernance et démocratie : Le point de vue de la population malienne Enquête ELIM2006, Premiers résultats**
Mathias Kuepié, Emmanuelle Lavallée, Arouna Sougane
- DT 2008-07 **Corruption and trust in political institutions in sub-Saharan Africa**
Emmanuelle Lavallée, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud
- DT 2008-08 **Les mécanismes à l'origine de la corruption : une analyse sur micro-données africaines**
Emmanuelle Lavallée, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud